

montre qu'il est aussi peu au courant de l'atmosphère politique de la Colombie-Britannique qu'il est au courant de la situation de l'agriculture dans cette province.

**Le très hon. M. Gardiner:** Monsieur l'Orateur, je connais à fond l'une et l'autre, et mon honorable ami s'est servi de tous ces renseignements.

**M. Fulton:** On voudra bien me permettre de dire au ministre que sa déclaration n'est pas exacte, et bien que d'autres ne s'intéressent pas particulièrement à cette question, toutefois je puis lui assurer, pour sa gouverne, que ni ma campagne ni, sauf erreur, celle de tous les autres candidats conservateurs en Colombie-Britannique, ne s'est déroulée sur le thème que le ministre vient d'indiquer. Le ministre a l'intention, bien entendu, de détourner l'attention de ce fait qu'un des députés qui appuient le Gouvernement, a qualifié d'épidémie de pillages et de corruption des événements survenus sous un régime libéral dont le Gouvernement descend en ligne directe, mais ces mots resteront.

Or, quand nous signalons non pas que le rapport Currie a révélé une épidémie de pillages et de corruption, mais simplement qu'il faut considérer le rapport Currie comme manifestant en soi l'existence d'un relâchement fondamental dans l'administration et la surveillance au sommet du ministère de la Défense nationale; quand nous nous contentons d'utiliser ces mots, beaucoup plus modérés que ceux dont s'est servi le représentant de Cariboo, et cherchons ensuite à découvrir des moyens de remédier à la situation, on nous accuse de ne rechercher que l'avantage politique. On nous accuse d'exagération manifeste; on prétend que nous parlons d'un incident sans importance survenu à un camp en particulier, en essayant d'en faire une montagne.

Monsieur l'Orateur, l'honorable député de Cariboo a, je crois, rendu un grand service au Parlement et au pays en jetant sur ces faits la lumière qu'il faut. Peut-il maintenant se trouver du côté du gouvernement des députés qui, à moins de nier complètement ce que vient de dire un de leurs amis, oseraient prétendre que le rapport de M. Currie n'était pas juste, ni raisonnable, ni précis dans le choix des expressions qu'on y emploie pour décrire la situation ou nieraient maintenant qu'il est certain, que si l'honorable député de Cariboo a bien raconté ce qui se passait du point de vue administratif, l'état de choses dont fait part M. Currie est certainement exact?

Nous en venons ainsi tout à fait directement à ce qui devrait retenir, je pense, l'attention de la Chambre. C'est une question à

[M. Fulton.]

deux aspects. D'abord, qui faut-il tenir responsable de la situation que révèle le rapport Currie et que doit-on faire à ce sujet? Ensuite, comment va-t-on s'y prendre pour remettre bon ordre à l'état de choses dont il est question dans le rapport?

Il est significatif et troublant de constater qu'en ce qui concerne la question de savoir qui est responsable, le Gouvernement cherche encore à esquiver sa responsabilité ultime à l'égard des conditions qui président à l'administration du ministère, là où la surveillance est si fautive que de tels incidents peuvent se produire. Il est vrai que le ministre de la Défense nationale (M. Claxton) accepte la responsabilité. Mais, monsieur l'Orateur, ces paroles ne veulent rien dire si elles ne sont pas suivies d'un geste quelconque de sa part ou de la part de quelqu'un d'autre. Dire simplement: "J'admets ma responsabilité", et puis persister dans une attitude exactement pareille à ce qu'elle était avant ces paroles, voilà qui fait perdre tout sens à ces paroles.

A propos de cette question de responsabilité, il est de la plus haute importance de rappeler ce que le rapport Currie révèle si clairement, à savoir qu'il ne s'agissait pas d'une situation au sujet de laquelle le ministre n'aurait eu aucune chance de se renseigner et d'y porter remède. Au contraire, il s'agit d'une situation au sujet de laquelle il aurait pu et aurait dû être parfaitement renseigné, longtemps avant qu'elle fût portée à son attention.

La situation que le rapport Currie met à jour constitue une accusation grave et sans équivoque à l'égard de l'administration de la Défense nationale. Ce ministère doit se soucier, peut-être plus que tout autre, non seulement de la sécurité de la population et du salut public, mais aussi du bien-être économique du pays, car il dépense environ la moitié des fonds que doivent payer les Canadiens par suite du lourd fardeau des impôts qu'on leur fait verser. Et cependant, alors que la Chambre est saisie d'une question aussi importante, d'une question dont la responsabilité incombe nettement au Gouvernement, et au Gouvernement tout entier, nous constatons que le premier ministre (M. St-Laurent) ne se donne même pas la peine de prendre la parole pour défendre sa propre résolution.

C'est sûrement la première fois que, dans les annales de notre Parlement, ou de tout autre Parlement, le chef d'un gouvernement qui est à bon droit dénoncé pour n'avoir pas su protéger les deniers publics, présente, sans fournir aucune explication de la situation, une résolution dont il sait qu'elle amorcera une discussion à fond de toute l'affaire (la résolution n'a pas d'autre objet); on se